

La Turquie à poigne d'Erdoğan

samedi 4 février 2012, par [Laure Marchand](#)

Étudiants, journalistes, militants arrêtés... L'espoir d'une adhésion à l'Europe avait favorisé des avancées démocratiques. Mais, au nom de la lutte contre le terrorisme, le gouvernement d'Ankara renoue avec les pratiques des années noires

Nesimi Yigit Eryilmaz peut sans doute dire merci à « Time Magazine » qui, en décembre, a sacré le « manifestant » personnalité de l'année 2011. Deux jours après la publication de l'hebdomadaire américain, cet étudiant turc s'apprête à apostropher le ministre de l'Énergie, Taner Yıldız, lors d'une conférence sur le nucléaire. Il a à peine le temps de crier « Monsieur le ministre... » que dix gros bras de la sécurité le plaquent au sol. Mais, grand prince, le membre du gouvernement l'invite à exprimer ses doléances à la tribune. 500 étudiants derrière les barreaux, majoritairement accusés de terrorisme, n'ont pas bénéficié de cette mansuétude. Comme Ferhat Tüzer et Berna Yilmaz qui viennent de passer dix-neuf mois en détention provisoire pour avoir brandi une banderole réclamant la gratuité de l'enseignement supérieur lors d'un meeting du Premier ministre Recep Tayyip Erdoğan. Accusés de faire partie d'un obscur groupuscule d'extrême gauche, ils risquent quinze ans de prison pour « appartenance à une organisation terroriste ».

Les libertés publiques sont en berne en Turquie. Étudiants, journalistes, militants kurdes, activistes des droits de l'homme sont arrêtés par centaines. Après des avancées démocratiques considérables, encouragées par le démarrage des négociations d'adhésion à l'Union européenne en 2004, l'époque est au tour de vis sécuritaire. En cause, une dérive de la lutte antiterroriste. Loin devant la Chine, la Turquie détient le palmarès du nombre le plus élevé dans le monde de « terroristes » : sur 35 000 personnes condamnées pour terrorisme depuis dix ans, selon une étude de l'agence Associated Press, un tiers d'entre elles sont turques. La progression est exponentielle : en 2005, il y a eu 273 peines de prononcées, en 2009, 6 345.

Manifestation d'étudiants devant l'ambassade de France, le 23 décembre

Le 20 février 2010 à Kâğıthane, un faubourg d'Istanbul, Cihan Kirmizigül attend le bus pour se rendre à l'université de Galatasaray. Ce jeune Kurde de 24 ans porte un keffieh. Mal lui en a pris. Non loin de l'Abribus, des manifestants, le visage dissimulé par un keffieh, lancent des cocktails Molotov contre les forces de l'ordre. Un témoin anonyme assure avoir reconnu Cihan grâce à son foulard. Cela suffit pour faire de lui un « terroriste ». Depuis, le témoin s'est rétracté. Mais ce brillant étudiant en ingénierie, qui lit désormais Michel Foucault dans sa cellule, encourt jusqu'à quarante-cinq ans de prison pour appartenance au Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK), la guérilla kurde active depuis 1984. « L'acte d'accusation est vide, détaille Mehmet Karli, enseignant en droit à Galatasaray et coordinateur d'une plateforme de solidarité avec les étudiants arrêtés. Son cas est symbolique, il montre les priorités sécuritaires du gouvernement. On assiste au développement d'un système autoritaire qui ressemble à celui de la Russie. »

A écouter la définition du terrorisme que vient de donner le ministre de l'Intérieur, il y a de quoi se faire du mouron. Selon Idris Nahim Sahin, le terrorisme peut prendre la forme d'« un poème », se nicher dans « la peinture » et « les pratiques scientifiques ». Il convient d'être d'autant plus vigilant, assure ce proche d'Erdoğan, que les membres du PKK et du KCK - une structure urbaine et administrative de la rébellion kurde - se livrent à « des comportements immoraux », comme « l'homosexualité » ou « manger du porc ». Ce discours moyenâgeux visait à justifier les rafles successives dans les milieux kurdes. Près de 4 000 personnes ont ainsi été arrêtées depuis trois ans. Au nom de la lutte contre le PKK, la justice ratisse large,

de plus en plus.

Quarante ans après avoir été incarcéré pour « liens secrets » avec Amnesty International, Ragip Zarakolu, 63 ans et une trentaine d'arrestations dans sa vie de militant, est de retour en prison. De tous les combats démocratiques, pour le peuple kurde, les minorités, la reconnaissance du génocide arménien, le directeur de la Maison d'édition Belge est emprisonné depuis octobre, et soupçonné d'appartenir au KCK. Un de ses fils, Deniz, doctorant en sciences politiques, subit le même sort. Dans une lettre rendue publique via son avocat, Ragip Zarakolu dénonce « une campagne qui vise à intimider tous les démocrates de la Turquie ». « La seule bonne nouvelle est que l'administration vient d'accepter de mettre mon père et mon frère dans la même cellule », raconte son autre fils Sinan. Les premiers mois, l'un était incarcéré dans une prison à la frontière bulgare, l'autre en Anatolie, à quatre heures de route. « Les avocats n'ont pas accès aux actes d'accusation, impossible de connaître ce qu'on leur reproche », explique-t-il.

L'éditeur militant Ragip Zarakolu, emprisonné depuis octobre

C'est une des spécificités de la loi antiterroriste, élargie en 2006 : l'acte d'accusation peut rester secret jusqu'au procès. L'ONG Human Rights Watch s'alarme des conséquences de la modification législative qui établit « une définition vague et trop large du terrorisme ». Les magistrats l'appliquent au bazooka. Ainsi, une femme kurde analphabète a été condamnée à sept ans de prison à cause d'une pancarte en turc à la gloire d'Abdullah Ocalan, le chef du PKK, dans une manifestation !

Dans cette ambiance délétère, les journalistes sont en première ligne. Ils sont désormais une centaine à être emprisonnés, souvent kurdes mais pas toujours. Le rapport annuel de la Commission européenne sur les négociations d'adhésion de la Turquie s'inquiète de « la restriction de la liberté des médias », alimentée par les procès lancés par le gouvernement et qui ont « un effet paralysant » sur les journalistes. Le Premier ministre Erdoğan est très procédurier. Il a même porté plainte contre un magazine satirique qui l'avait caricaturé en chat empêtré dans une pelote de laine ! L'autocensure est devenue un réflexe dans les médias qui ne sont pas à la botte du gouvernement. Alors que l'étau s'est desserré autour de certains sujets, comme le génocide arménien, par exemple, d'autres sont devenus tabous. « Ecrire sur l'enrichissement de membres du gouvernement, la corruption, la confrérie religieuse de Fethullah Gülen ou la police est impensable », détaille un journaliste.

Il est à craindre qu'Ahmet Sik, journaliste d'investigation, ne soit une des victimes de ce nouvel ordre. Il est actuellement jugé pour avoir « aidé l'organisation terroriste Ergenekon », une nébuleuse militaro-mafieuse soupçonnée d'avoir cherché à faire tomber le gouvernement islamo-conservateur. Son inculpation repose sur son dernier livre dans lequel il met en cause le puissant réseau Gülen pour son noyautage de la police. « Son arrestation a envoyé un message très clair : un livre peut vous conduire en prison », assène Yonca Sik, son épouse. Son cas est ubuesque. Alors qu'il a mené des enquêtes sur les crimes de l'armée dans l'Est kurde, Ahmet Sik se retrouve sur le même banc que 250 officiers arrêtés et jugés dans le cadre du réseau Ergenekon - du nom d'une vallée turque mythique - et d'autres complots présumés contre le Parti de la Justice et du Développement (AKP) au pouvoir. Mais même ces procès, salués au départ comme une purge salutaire au sein de l'armée, s'attirent de plus en plus de critiques : accusations montées à la va-vite, délais de détention injustifiables, « preuves » suspectes... Ce ne sont pas les procès de Moscou mais d'Istanbul, raillent certains : le gouvernement est accusé de s'en servir pour saquer ses ennemis.

Dans la nouvelle Turquie, l'armée, qui a quatre coups d'État à son actif, est rentrée dans le rang. Mais, se désolent les démocrates qui se sont battus pour qu'elle se retire de la vie politique, elle a été remplacée par la police. Signe de sa montée en puissance, ses effectifs ont quasiment doublé entre 2002 - date de l'arrivée au pouvoir de l'AKP - et 2010, passant de 122 000 à 229 965, selon les données de la Direction de la Sécurité. « La police a gagné la confiance du gouvernement en démantelant des tentatives de coups d'État de l'armée, décrypte Ahmet Insel, professeur à Galatasaray Mais le retrait de l'armée ne s'est pas traduit par une modification de la structure autoritaire, seuls les acteurs ont changé. La police est totalement liée au pouvoir civil, c'est contre lui qu'il faut désormais lutter. »

Sources

Article original publié dans le Nouvel Observateur du jeudi 5 janvier 2012.